

Octobre 2024

iles
de
paix

Analyse

Crise au Sahel : le rôle potentiel des ONG

Face à la situation politique et sécuritaire actuelle au Sahel, les ONG occidentales interrogent le sens des actions qu'elles ont menées dans cette région durant les dernières décennies. Une analyse d'Iles de Paix publiée dans numéro 141 de la revue *Défis Sud*, d'Humundi.

Olivier Genard

Découvrez
nos autres publications



Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

1



Crise au Sahel : le rôle potentiel des ONG

© Thierry Lampe

Depuis maintenant plus de dix ans, la région sahélienne traverse une crise profonde. En effet, des groupes armés affiliés à l'État islamique et à Al Qaida y mènent une guerre asymétrique qui n'en finit pas de déstabiliser la région. Ainsi, rien qu'au Burkina Faso, on comptabilise pratiquement deux millions de personnes déplacées internes. Au Mali, puis au Burkina Faso, les régimes en place n'ont pas résisté et ont été renversés, en 2021 et en 2022, par des coups d'État portés par des militaires se considérant plus aptes à gérer la situation. En juillet 2023, le renversement du Président Bazoum au Niger est qualifié de "coup d'État de trop" par une partie des États voisins dont le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Ces derniers ont un temps brandi la menace d'une intervention militaire de la Cedeao pour rétablir l'ordre constitutionnel à Niamey avant de se résoudre à quelques sanctions économiques. Ceci a

amené le Mali, le Burkina Faso et le Niger à annoncer leur retrait unilatéral et sans délai de la Cedeao le 28 janvier dernier, après avoir mis en place une nouvelle structure d'intégration régionale dénommée Alliance des États du Sahel (AES).

C'est dans ce contexte que l'on assiste par ailleurs dans les capitales sahéliennes à la manifestation d'un sentiment particulièrement hostile à la France. Dans les marches de soutien aux militaires qui ont pris le pouvoir, des dizaines de milliers de jeunes scandent des slogans anti-français et anti-occidentaux. Tandis que les accusations contre le néocolonialisme occidental pleuvent, des drapeaux russes font leur apparition comme symbole de l'anti-impérialisme aux yeux de ceux qui les hissent. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont d'ailleurs tous opté pour un renversement spectaculaire de leur alliance

avec la France et les États-Unis pour se tourner vers la Russie qui leur apporte désormais un soutien militaire massif. Et à la suite de la récente élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence du Sénégal, tous les observateurs se demandent si ce pays va emprunter la même voie.

Les accusations contre le néocolonialisme occidental pleuvent, des drapeaux russes font leur apparition.

Pour concevoir l'avenir de nos relations économiques et de notre coopération au développement avec les pays du Sahel, il est important de comprendre comment on en est arrivé là ? C'est à cette question que nous allons tenter d'apporter quelques éléments de réponse dans cette analyse.

Aux origines de la crise

Aux origines de la crise que traverse le Sahel, il y a tout d'abord, au tournant des années 2000, la présence au sud du Sahara de djihadistes algériens. C'est ainsi que, Mokhtar Belmokhtar, ancien du Groupe islamique armé (GIA) et premier chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), a commencé à déployer ses activités en Mauritanie et au Mali dès 2005. Mais de nombreux observateurs, tant locaux qu'internationaux, concordent pour dire que la chute en 2011 du régime de Kadhafi en Libye a été un catalyseur de la crise que le Sahel traverse aujourd'hui. En effet, l'intervention de l'Otan dans ce pays a malheureusement ouvert une boîte de Pandore que le président libyen tenait, à sa façon, soigneusement fer-

mée. Loin de chanter les louanges de Kadhafi, il s'avère que l'intervention occidentale dans ce pays, sur fond de printemps arabe, a littéralement mis le feu aux poudres en Afrique de l'Ouest. Les diverses factions rivales qui subissaient l'autorité de Kadhafi ont alors retrouvé leur pleine autonomie. Les armes récupérées au cours du conflit ont commencé à alimenter des trafics en tous genres sur lesquels sont venus se greffer divers mouvements djihadistes locaux liés, de près ou de loin à Al Qaida ou à l'État islamique. Le Mali et le Niger ont été les premiers à en faire les frais.

Ainsi, dès 2012, le Mali a commencé à subir des attaques de ces divers mouvements. Leur objectif : déstabiliser l'État par une guerre asymétrique, de sorte à pouvoir mener divers trafics d'armes et de drogue en toute impunité.

En janvier 2013, alors qu'une colonne de djihadistes est à la porte de Bamako, le pouvoir en place au Mali est sauvé in extremis par l'opération Serval des militaires français. Toutefois, malgré cette intervention et la présence jusqu'en 2022 du contingent militaire français de l'opération Barkhane, les attaques ponctuelles sur les représentants de l'autorité et même sur des civils ne s'arrêtent pas. Bien au contraire, ces mouvements prendront progressivement de l'ampleur jusqu'à venir lécher la frontière nord du Burkina Faso.

En 2015, profitant du changement de régime de l'État burkinabè, les mouvements djihadistes se sont alors implantés dans ce pays. Venant de la frontière nord, les "groupes armés terroristes", comme on les appelle au Burkina Faso, ont progressivement étendu leur toile le long de la frontière du Niger, à l'est du pays, et plus récemment à l'ouest. Aujourd'hui, peu de zones du pays sont indemnes et les confrontations armées se répètent de façon quasi quotidienne.

Les leviers internes de la crise

La crise que traverse aujourd'hui le Sahel est étroitement liée au contexte international. Mais on ne peut s'en tenir à cette lecture simpliste qui voudrait que ces causes soient strictement externes. Il existe aussi des leviers internes à la déstabilisation des pays de la région.

Ainsi, une étude du réseau d'éleveurs Billital Marobé, publiée en 2021, explique comment la marginalisation des communautés d'éleveurs de la région sahélienne a généré un terrain fertile pour les groupes armés. En résumé, les politiques de développement se sont essentiellement focalisées sur les populations sédentaires et, ce faisant, ont négligé certains groupes dans la population. Dans un contexte de démographie galopante qui conduit à une réduction de l'accès à la terre, et de changement climatique qui réduit l'accès aux ressources naturelles (pâturages, réserves d'eau), les éleveurs disposent de moins en moins de marge pour mener leurs activités. Leur mobilité est entravée et les conflits avec les agriculteurs se multiplient.

En définitive, la crise du pastoralisme nourrit le recrutement de jeunes éleveurs par les groupes armés djihadistes, ce qui nourrit à son tour les violences dont les communautés d'éleveurs sont les premières victimes. La crise du pastoralisme redouble alors avec le risque que cela approfondisse encore la crise sécuritaire.

De même, au nord du Mali, les jeunes Touaregs qui se sentent délaissés par l'État central sont fortement tentés de rejoindre temporairement des groupes djihadistes. Selon des personnes interrogées, "on gagne très bien à travailler pour ces groupes".

Alors que le salaire mensuel moyen d'un Malien est de 58 000 FCFA (88 euros), être combattant pour le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), une organisation d'idéologie salafiste djihadiste, formée en 2017 au Mali, peut signifier gagner trois fois ce montant soit 150 000 FCFA (229 euros).

Alors que le salaire mensuel moyen d'un Malien est de 58 000 FCFA (88€), un combattant pour le GSIM peut gagner trois fois ce montant.

Face à la crise sécuritaire, les autorités du Mali et du Burkina Faso ont opté pour la mise en place au sein de la société de groupes d'auto-défense ou forces supplétives de l'armée. C'est ainsi qu'au Burkina Faso, les autorités militaires actuellement au pouvoir ont décidé de recruter et de mobiliser 50 000 volontaires de défense de la patrie (VDP) pour mettre fin aux attaques des groupes djihadistes. Cette stratégie, qui favorise la circulation d'armes dans les mains de personnes faiblement préparées, induit toutefois un risque élevé d'exactions et de communautarisation du conflit.

La radicalisation anti-occidentale

Dans un contexte devenu particulièrement hostile à leur égard, les militaires français ont été sommés de se retirer du Mali puis du Burkina Faso et enfin du Niger. Force est de

constater que l'armée française a désormais perdu une grande part de sa crédibilité aux yeux des Sahéliens malgré les efforts consentis et les pertes en vies humaines au sein de son contingent. Il faut dire que, pour les militaires français engagés sur le terrain, le problème était complexe.

Difficile en effet de faire la part des choses entre les populations rurales et les djihadistes bénéficiant de soutien au sein de certains villages. Aussi, pour éviter les bavures, les militaires de l'opération Barkhane ont opté pour une patiente stratégie de renseignement visant à débusquer et éradiquer les cellules terroristes qui se dissimulent dans les profondeurs du Sahel. Malheureusement, cette façon de procéder, trop lente aux yeux de certains observateurs locaux, a progressivement généré une forme de frustration à l'égard des Français, suspectés de ne pas prendre réellement le problème à bras le corps et accusés de manque de collaboration avec les armées locales. Et de la suspicion à la théorie du complot, il n'y a qu'un pas que certains médias pro-russes ont bien vite fait d'exploiter sur les réseaux sociaux. Ainsi, d'innombrables messages circulant sur des groupes Facebook, WhatsApp et Telegram ont accusé la France d'entretenir la déstabilisation du Sahel pour mieux exploiter ses richesses.

Et cela a fait mouche auprès des populations urbaines qui n'ont pas compris l'incapacité d'une des plus grandes armées du monde à résoudre leur problème rapidement.

Maintenant que les militaires maliens, burkinabè et nigériens ont totalement pris la main sur le conflit contre les djihadistes, leur défiance vis-à-vis des Occidentaux se renforce compte tenu du refus de nos pays à leur vendre des armes. Cela est pourtant compréhensible. Bien que nos gouvernements aient tout intérêt à lutter contre l'expansion des mouvements djihadistes au Sahel, ils sont évidemment tenus de respecter le traité des Nations unies sur le commerce des armes qui interdit notamment leur transfert lorsqu'il y a un risque qu'elles soient utilisées pour des attaques contre des civils et des violations des droits de l'homme.

Or, au Mali comme au Burkina Faso, ce risque est malheureusement avéré comme cela a été mis en avant par l'enquête des Nations unies sur les exactions commises à Moura du 27 au 31 mars 2022. Il en va de même au Burkina Faso où l'armée burkinabè est pointée par Amnesty International dans le massacre de Karma survenu le 20 avril 2023, pour lequel l'ONU attend toujours une enquête impartiale.



Tout cela est évidemment difficile à entendre pour les populations de Bamako, de Ouagadougou et de Niamey où les autorités entretiennent désormais le sentiment anti-occidental en se plaignant de façon récurrente du refus de nos pays à leur vendre des armes.

Mais la principale cause du sentiment anti-occidental qui prend corps dans les capitales sahéniennes, c'est sans doute celle du désœuvrement d'une grande partie de la jeunesse, confrontée à un manque de perspectives d'avenir et à des inégalités toujours plus criantes. En effet, cette jeunesse qui représente pratiquement 65% de la population est dans sa grande majorité confrontée au manque de formation professionnelle adaptée aux réalités de la région et par conséquent à l'absence de perspective de travail rémunérateur. Nombre de ces jeunes survivent dès lors en menant de petites activités de commerce informel qui leur permettent à peine de joindre les deux bouts.

Or ces mêmes jeunes savent, via les réseaux sociaux qu'ils consultent assidument, que plus de 40% de la population sahénienne vit sous le seuil de la pauvreté alors que la région exporte de l'or, du pétrole et de l'uranium.

Comme le mentionnait Colette Braeckman dans un édito du journal *Le Soir*, les jeunes de Bamako, Ouagadougou et Niamey savent que le Niger bénéficie du triste privilège d'avoir été choisi comme point d'arrêt de l'exode venu du Sud, un rôle jadis confié à la Libye, avant que l'élimination de Kadhafi libère les mouvements djihadistes qui terrorisent aujourd'hui leurs pays. Ils n'ignorent rien du sort des migrants engloutis dans la Méditerranée. Ils savent aussi que la France a longtemps fait tourner ses centrales nucléaires avec de l'uranium extrait du sous-sol nigérien alors que leurs villes peinent à s'approvisionner en électricité. Ils savent enfin que leurs pays sont les premiers à

souffrir de l'impact d'un changement climatique dont les pays riches et industrialisés sont à l'origine.

Il n'en faut évidemment pas beaucoup plus pour nourrir un sentiment d'injustice, ce que les agents de désinformation pro-russes, dans le contexte de confrontation avec l'Occident, se sont employés à faire de façon particulièrement efficace sur les réseaux sociaux.

Un sentiment d'injustice sur lequel les nouveaux régimes putschistes surfent également pour fonder leur légitimité aux yeux de la jeunesse, en arguant notamment que la France est à la manœuvre pour les déstabiliser, ou encore que l'élite au pouvoir dans leur pays depuis des décennies, à la solde des Occidentaux, doit être reléguée aux oubliettes du passé.

La crise du pastoralisme nourrit le recrutement de jeunes éleveurs par les groupes armés djihadistes.

En fin de compte, on constate aujourd'hui au Sahel une dévalorisation de l'idéal démocratique. De fait, les pouvoirs en place, plus ou moins bien élus, voire pas élus du tout, soutenus par leurs partenaires occidentaux, ont tellement dévoyé la pratique de la démocratie électorale par la fraude, par l'achat de consciences, par la corruption, qu'aujourd'hui cette démocratie passe aux

yeux des jeunes Africains pour un produit d'importation périmé. Et c'est ce qui fait que ceux-là même qui ont rejeté des pouvoirs dictatoriaux peuvent acclamer aujourd'hui les putschistes.

L'Occident enlisé dans les sables mouvants du Sahel

Face à la situation de crise qui prévaut au Sahel, nos gouvernements sont bien en mal pour décider de l'attitude à prendre. Intervenir, même à bas bruit, pour soutenir un retour vers la démocratie passera pour une nouvelle tentative néocoloniale et alimentera mécaniquement la rhétorique putschiste. Mais soutenir les militaires récemment installés au pouvoir, c'est courir le risque d'encourager des régimes liberticides et de se rendre complices d'exactions.

Enfin, se retirer purement et simplement, c'est abandonner des populations civiles qui restent en proie aux violences de la crise sécuritaire, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.

La poursuite d'un dialogue est essentielle.

Par ailleurs, c'est s'exposer à l'installation à long terme des djihadistes qui auront tôt fait de se servir du Sahel comme base arrière pour attaquer nos pays comme ils l'ont déjà fait depuis la Syrie, et d'autre part, à un renforcement dans cette région du monde de l'influence anti-occidentale de la Russie. Ainsi, l'Occident est aujourd'hui enlisé dans les sables mouvants du Sahel. Et à chaque mouvement, le risque est fort de s'y enliser davantage.

Une chose est certaine : le Sahel est devenu le terrain de jeu des puissances étrangères, au premier rang desquelles la Russie, qui assure la sécurité des régimes putschistes et orchestre des campagnes de désinformation massive aboutissant à l'éviction des forces occidentales. C'est une tendance lourde, dont Américains et Européens ont pris trop tardivement conscience à leurs dépens, sans savoir quelle réponse y apporter.



© Thierry Lampe

Du rôle des ONG occidentales dans ce contexte

Dans cette situation complexe, il paraît légitime de s'enquérir du futur des ONG occidentales présentes au Sahel. Même s'il est vrai qu'elles dépendent souvent de financements étatiques, la majorité des ONG occidentales disposent d'une grande autonomie d'action et sont loin d'être la simple extension de leurs gouvernements. Aussi, elles assument au Sahel une responsabilité importante et particulièrement inédite.

D'une part, partout où cela est encore possible, les ONG occidentales n'ont-elles pas le devoir moral de poursuivre avec leurs partenaires locaux leur action en faveur des populations et en particulier des enfants et des femmes qui sont les premières victimes de la crise sécuritaire ? Le cas échéant, il convient qu'elles adaptent leurs stratégies habituelles et qu'elles adoptent notamment une "approche sensible aux conflits" afin de s'assurer que leur action ne génère pas d'effet adverse au sein des communautés soutenues.

Ensuite, les ONG occidentales et leurs partenaires locaux ont sans doute un rôle significatif à jouer dans la prévention et la gestion des conflits. Dans le contexte de mouvements de populations et de tension sociale qui prévaut, il convient en effet de considérer les risques accrus de conflits intra et intercommunautaires ainsi que leur impact potentiel sur les populations. Une contribution à la mise en place de mécanismes de prévention et de gestion des conflits devient donc indispensable.

Enfin, et c'est peut-être là le plus important, les ONG occidentales ont probablement un rôle à jouer pour maintenir les ponts tissés au fil des années avec les organisations de la société civile et les populations du Sahel. En effet, malgré les différences et les antagonismes qui ont fait jour dernièrement, la poursuite d'un dialogue est essentielle pour définir dans le respect mutuel la nature de nos relations et collaborations à venir sur la base d'un socle de valeurs communes ainsi que pour la conduite d'actions concertées face aux enjeux globaux tels que le changement climatique auxquels nous sommes tous confrontés.

